



la Confédération
de demain

Sondage de 2020 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain

2^e RAPPORT:
la DIVISION des POUVOIRS
et des RESSOURCES

Sommaire

AOÛT 2020

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

IRPP
Institut de recherche
en politiques publiques



ST. FRANCIS XAVIER
UNIVERSITY
BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf1.wixsite.com/accueil>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

THE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. <https://bmig.ca/>

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.



Introduction

Contexte

Les tensions au sein de la fédération canadienne n'ont rien de nouveau. Depuis plus de 150 ans, l'impartialité de notre régime politique fédéral soulève des questions, qu'elles concernent la capacité du processus décisionnel national d'assurer l'équilibre des différents intérêts provinciaux et territoriaux, le partage équitable de nos richesses et ressources ou le respect de l'ensemble des peuples et cultures du pays.

Mais, de la fin de 2019 au début de 2020, certaines brèches bien connues ont semblé se creuser. Au lendemain de l'élection fédérale d'octobre 2019, le pays s'est retrouvé avec un cabinet ministériel et un caucus gouvernemental dépourvus de tout représentant de l'Alberta et de la Saskatchewan, une opposition officielle presque radiée des deux plus grandes villes du pays, et un Bloc québécois ressuscité au rang de troisième parti de la Chambre des communes. Combiné à la crise persistante du secteur pétrolier et gazier, à l'insatisfaction suscitée par la lente progression des projets d'oléoducs et au sentiment d'une importance démesurée accordée aux changements climatiques, ce résultat électoral a notamment alimenté la méfiance des Albertains à l'endroit d'un régime fédéral censément ligué contre les intérêts de leur province.

Au début de 2020, le mécontentement grondait aussi parmi plusieurs des Premières Nations. Certes, on avait débattu pendant la campagne électorale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et la Colombie-Britannique avait adopté à la fin de 2019 une loi sur sa mise en œuvre, mais ces gestes n'ont pu empêcher l'éclatement d'un conflit entourant un projet de gazoduc qui traverserait les territoires traditionnels de la nation des Wet'suwet'en. Quand la police a tenté de démanteler les barricades érigées en territoire wet'suwet'en, d'autres Premières Nations et leurs partisans ont dressé leurs propres barrages sur des lignes de chemin de fer d'autres régions

du pays, interrompant pendant plusieurs semaines le transport des biens et des personnes. Cet épisode a mis en relief des divergences d'interprétation sur les mesures qui favoriseraient véritablement la réconciliation entre peuples autochtones et non autochtones.

C'est dans ce contexte qu'a été administré le sondage de 2020 sur la Confédération de demain. S'appuyant directement sur celui de 2019, réalisé quelque 12 mois plus tôt, il examine les attitudes des Canadiens face à l'exercice du fédéralisme et à la communauté fédérale. L'enquête a été menée par l'Environics Institute for Survey Research en collaboration avec quatre organismes de premier plan : l'Institut de recherche en politiques publiques, la Canada West Foundation, le Centre d'analyse politique - constitution et fédéralisme et l'Institut sur la gouvernance Brian Mulroney de l'Université Saint-Francis-Xavier.

L'enquête consiste en un sondage d'opinion national mené du 13 janvier au 20 février 2020 auprès de 5 152 Canadiens (de 18 ans et plus), en ligne (dans les provinces) et au téléphone (dans les territoires). La majorité des réponses ont été recueillies dans la dernière semaine de janvier, soit avant que la contestation du projet de gazoduc sur le territoire des Wet'suwet'en ne se transforme en crise nationale et, surtout, avant l'irruption au Canada de la pandémie de COVID-19.

L'échantillon du sondage a été stratifié pour assurer une représentation significative des 13 provinces et territoires, ainsi que des peuples autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits). Les résultats ont été pondérés selon plusieurs facteurs (âge, sexe, région, langue parlée à la maison, statut d'immigrant et identité autochtone) pour qu'ils soient représentatifs de l'ensemble de la population. Bon nombre des questions figuraient déjà dans le sondage de 2019 mais aussi dans des enquêtes pancanadiennes remontant aussi loin qu'aux années 1980, ces repères aidant à mesurer l'évolution (ou la stabilité) de l'opinion publique.

À propos de ce rapport

Ce rapport est le deuxième d'une série consacrée aux résultats de cette recherche. Il examine comment les ressources et les pouvoirs sont partagés au sein de la fédération, de même que les attentes des citoyens à l'égard des différents ordres de gouvernement quand il s'agit de régler les grands enjeux qui touchent le pays. Les rapports de la série seront accessibles sur le site de l'Environics Institute (www.environicsinstitute.org), qui propose aussi des tableaux détaillant les réponses à chaque question. Sauf indication contraire, tous les résultats sont exprimés en pourcentages.

Note technique : données pour les territoires

Afin de mieux présenter les résultats de l'enquête en rapport à chaque province et territoire individuellement, l'échantillonnage pour les trois territoires a été pondéré en fonction du sexe, de l'âge, du territoire, du niveau de scolarité et de l'appartenance aux Premières Nations. Quand les données provenant des territoires sont mises en commun avec celles des provinces, la pondération pancanadienne du sondage est utilisée ; toutefois, quand elles sont présentées séparément, les données concernant seulement les territoires ou le Nord en entier sont produites au moyen de la pondération territoriale. Cette même pondération territoriale a été appliquée aux données recueillies par l'enquête de 2019. Pour cette raison, les lecteurs noteront que les données de 2019 présentées dans ce rapport peuvent légèrement différer de celles présentées dans le rapport de 2019. Veuillez considérer que les données présentées dans ce rapport font autorité sur celles antérieures.

Remerciements

Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien de nombreux organismes et collaborateurs. L'Environics Institute aimerait remercier tous les partenaires du projet, notamment Keith Neuman et Charles Breton, pour leur aide à la formulation des questions et à la méthodologie. Les partenaires de l'étude aimeraient souligner la contribution de Darcy Zwetko et Rick Lyster, d'Elemental Data Collection, de Saif-U-Din Alnuweiri, pour son soutien à la recherche, et de Steve Otto et Cathy McKim, pour l'excellente production du rapport final. Nous exprimons enfin toute notre reconnaissance aux 5 152 Canadiennes et Canadiens qui ont bien voulu nous donner leur avis sur la Confédération de demain.

Sommaire

Les conflits qui surviennent dans toute fédération sont souvent occasionnés par la répartition des ressources et des pouvoirs. Tous deux sont répartis « verticalement » entre les gouvernements fédéral et provinciaux (ou ceux des États), puis partagés « horizontalement » entre les provinces ou États fédérés. Dès lors, les avis peuvent diverger quand il s'agit d'établir si les ressources et pouvoirs attribués à chaque gouvernement (transferts ou accès aux recettes fiscales) leur suffisent à mettre en œuvre les programmes et services auxquels s'attendent les citoyens, et s'ils sont comparables à ceux de leurs partenaires fédéraux.

Le processus politique actuel fixe en outre de strictes limites de responsabilités qu'il est devenu difficile de respecter. De fait, certains secteurs de dépenses liés à la santé publique, à l'environnement ou à l'économie ne peuvent plus être considérés comme essentiellement locaux, nationaux ou même internationaux. Au-delà de la répartition constitutionnelle des pouvoirs, les différents ordres de gouvernement sont ainsi tenus de collaborer pour traiter plusieurs enjeux prioritaires.

Équité des transferts fédéraux

Est-ce que chaque province ou territoire reçoit sa juste part des dépenses fédérales ? Le Sondage de 2020 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain révèle une divergence d'avis entre les trois principales provinces et le reste du pays. Dans l'ensemble du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, à peine plus du tiers des résidents estiment que leur province reçoit moins que sa juste part des transferts fédéraux, alors que près des deux tiers sont de cet avis dans le reste du pays. Les deux plus grandes provinces de l'Ouest tendent à diverger sur la question, les Britanno-Colombiens étant de plus en plus enclins à juger qu'ils sont traités de façon équitable alors que les Albertains sont de moins en moins nombreux à le penser.

Où qu'ils habitent au pays, 9 Canadiens sur 10 conviennent de l'importance d'avoir accès à des services publics de

qualité, comme les soins de santé et l'éducation, peu importe la région où ils habitent. Et les trois quarts sont favorables au programme de péréquation, selon lequel Ottawa verse des transferts aux provinces moins nanties pour assurer à tous un accès à des services équivalents. Cet appui à la péréquation a très peu varié depuis l'an dernier sauf en Alberta, où il a augmenté de six points. Une majorité relative de Canadiens ne savent toutefois pas si leur province touche des paiements de péréquation, selon une proportion tout aussi élevée dans l'ensemble des provinces, qu'elles en bénéficient ou non.

Répartition des pouvoirs

Les Canadiens semblent satisfaits de leur fédération fortement décentralisée : seul un cinquième d'entre eux souhaite un transfert des pouvoirs provinciaux ou territoriaux en faveur d'Ottawa. Parallèlement, une majorité préfère que les provinces soient traitées sur un pied d'égalité en matière de répartition des pouvoirs, tandis que le quart souhaiterait une approche plus « asymétrique » qui permettrait à Ottawa d'accorder des pouvoirs accrus aux provinces qui le désirent. Ce concept de « fédéralisme asymétrique » reste perçu plutôt différemment selon les régions. Au Québec, ceux qui souhaitent un transfert de compétences d'Ottawa vers les provinces sont plus enclins à soutenir une répartition asymétrique des pouvoirs, tandis que les tenants de la décentralisation du reste du pays sont moins favorables aux accords asymétriques.

L'enjeu de la répartition des pouvoirs s'étend aussi à ceux des administrations municipales. Sur cette question, le sondage montre qu'une majorité relative de Canadiens sont satisfaits du statu quo, tandis qu'environ le tiers estiment que les provinces devraient accorder plus de pouvoirs aux administrations municipales, et un peu moins du cinquième jugent qu'il faut leur en accorder moins. Ces résultats varient peu entre les résidents des six plus grandes villes du pays et ceux du reste du pays.

Leadership et représentation

Les Canadiens sont deux fois plus enclins à juger que leur province ou territoire représente mieux leurs intérêts que le gouvernement fédéral ou leur administration municipale. Cependant, environ le tiers ne désignent aucun de ces trois ordres de gouvernement comme meilleur représentant de leurs intérêts. Chez ceux qui s'identifient comme membres des Premières Nations, une faible majorité relative désigne à cet effet leur propre gouvernement autochtone.

Les Québécois francophones sont aussi deux fois plus enclins que les Canadiens des autres provinces à soutenir que leur gouvernement provincial représente le mieux leurs intérêts. Mais au Québec, il y a des variations importantes qui s'observent entre générations. Deux fois plus de baby-boomers (55 ans et plus) que de millénariaux (moins de 40 ans) désignent ainsi le gouvernement du Québec comme meilleur représentant de leurs intérêts. Signalons qu'on n'observe aucun écart générationnel comparable dans le reste du pays.

Pour ce qui est de prendre de bonnes décisions sur les enjeux clés, aucun ordre de gouvernement ne monopolise la confiance des Canadiens : dans chacun des cinq domaines cités dans le sondage, ils accordent au moins une certaine confiance soit au gouvernement fédéral, soit à leur gouvernement provincial/territorial. Une proportion significative accorde leur confiance aux deux ordres de gouvernement, de façon égale, mais le cinquième environ leur refuse toute confiance. Par rapport à 2019, l'Alberta est la seule province où la confiance à l'égard d'Ottawa a augmenté de plus de cinq points dans chacun des cinq domaines.

Et de nouveau, c'est uniquement au Québec qu'on observe un écart générationnel. Les Québécois francophones de plus de 55 ans sont ainsi deux fois plus enclins que les 18-39 ans à faire confiance à leur gouvernement provincial sur les questions de la santé et de l'immigration.

Sur plusieurs enjeux clés, une majorité relative de Canadiens préfère qu'Ottawa établisse une seule politique nationale plutôt que de voir chaque province et territoire créer une série de politiques différentes. Cet avis concerne surtout les domaines de l'assurance-médicaments et du climat, où près de la moitié privilégient une approche fédérale uniforme. Ici encore, les Québécois francophones se distinguent : dans trois des quatre domaines cités, une majorité relative d'entre eux préfère que chaque province établisse ses propres politiques. Par rapport aux autres Canadiens, cet écart est particulièrement marqué dans les domaines de l'assurance-médicaments et de l'immigration.

Le seul enjeu sur lequel on observe peu de différence entre le Québec et le reste du pays (dans son ensemble) est celui des changements climatiques. C'est ici la Saskatchewan qui se démarque, seule à privilégier des politiques climatiques provinciales plutôt qu'une seule politique fédérale.

Sur la gestion des ressources énergétiques, les avis divergent mais sans obéir aux critères régionaux traditionnels (Ouest contre Est). Dans les économies qui reposent plus fortement sur ces ressources (la Saskatchewan, l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador, le Québec et les territoires), une majorité relative préfère que chaque province ou territoire établisse sa propre politique énergétique. Partout ailleurs (les Maritimes, l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique), une majorité relative privilégie plutôt une seule politique fédérale.

Enfin, si les provinces et territoires ont pour vocation de représenter et de faire valoir les intérêts de leurs populations respectives, les Canadiens n'estiment pas nécessairement qu'ils devraient négliger les intérêts plus vastes du pays. Au contraire, la moitié souhaite que leur gouvernement provincial ou territorial trouve le juste équilibre entre ses intérêts particuliers et les intérêts économiques d'autres régions du Canada, moins du tiers préférant qu'il donne priorité à ses propres intérêts.

**Environics
Institute**

**The Environics Institute
for Survery Research**

900-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457
www.environicsinstitute.org